
Atelier

La nouvelle démocratie libérale



Intelligence économique Intelligence sociale Espionnage et Lobbying :

PEUT-ON SE PASSER DE DEMOCRATIE ?

La démocratie au delà de l'influence

1 Introduction

Les techniques d'influence ont largement débordé le champ « traditionnel » du lobbying politique pour s'étendre à pratiquement tous les aspects de la vie économique et de la vie sociale .

Pourquoi et comment : cela mérite débat.

Le sujet été présenté en septembre au débat public devant une quarantaine de participants dans un atelier à Paris 12ème : Ce premier essai, très riche, nous a convaincu de la nécessité de porter le débat au niveau de la CNCL et d'inviter les comités locaux à intégrer ce sujet à leur réflexion et à leur action.

2 Les lobbies

On a un peu de mal à ATTAC à considérer le lobbying comme un vrai sujet, pourtant : **Le lobbying existe. Nous l'avons tous rencontrés :**

D'abord le « corporate lobbying » :

- Celui des grandes entreprises mondiales, qui a traversé l'atlantique avec les multinationales.
- Celui de **Business Europe**¹, confédération des industriels de 40 pays du continent européen et de **COPA-COGECA**, son équivalent dans le monde agricole.
- Celui de **European Round Table of industrialists (ERT)** qui regroupe l'ensemble des multinationales présentes en Europe en personne ou en filiales,
- Celui des **confédérations européennes** de chaque branche d'industrie.
- **Celui de chaque entreprise**, grande ou petite, en guerre économique, cette survie dépendant souvent de ses appuis à Bruxelles et dans les autres centres de pouvoir.

Ensuite le « lobbying sous-traitant » :

- Celui d'une **véritable galaxie d'officines qui se sont montées en sociétés de service** livrant du lobbying tarifé sur la base de carnets d'adresse bien fourni et qui vendent des conseils, des manipulations et de l'influence.

De source même de la commission européenne, il existe entre **15 000 et 20 000 lobbyistes à Bruxelles**, employés **dans près de 3 000 officines** et leurs homologues existent dans toutes les capitales de l'UE et autour de tous les centres de pouvoir.

Il faut y ajouter des groupes de pression de toutes natures, sous-marins d'entreprises ou de groupes financiers et naturellement des « think tank » au financement souvent problématique² intervenant directement dans la conception des programmes des partis politiques.

Autour des entreprises donneuses d'ordre, une véritable industrie lobbyiste sous-traitante s'est développée constituant désormais un marché large et agressif.

1 qui a même réussi à associer sa signature à celle de plus de 40 pays souverains du Conseil de l'Europe pour formaliser le Processus de Bologne contre lequel sont en lutte les étudiants de tous ces pays depuis plus de 10 ans

2 Ainsi « Terranova », think tank dit « de gauche » conseillant au PS d'abandonner la référence à une classe ouvrière en cours de disparition et qui admet être financée à 80% ... par des multinationales.

3 Lobbying et politiques

D'une façon générale, dans l'administration de l'UE et notamment dans la commission, on parle de « **groupes d'influence, structures organisées pour représenter et défendre des intérêts particuliers.** »

La commission y voit une source d'expertise³ : elle appelle dans ses « groupes experts » les représentants des entreprises qui lui procurent souvent des dossiers « clé en main ».

Dans ces « groupes de travail » mixtes, les représentants d'un intérêt citoyen sont rares même si quelques associations (c'est arrivé à Attac) peuvent être invitées dans certaines consultations... de convenance car les décisions se prennent ailleurs.

Cette attitude de la commission s'appuie sur la conception étasunienne de la démocratie, inspirée par les lobbies eux même, suivant laquelle en tant que représentants d'intérêts particuliers chacun d'eux représente une partie de l'intérêt général⁴. A aucun moment de la construction de l'union ce point n'a fait l'objet d'un débat public dans aucun pays membre.

En France, patrie des droits de l'homme et du citoyen, le gouvernement actuel a donné aux groupes d'intérêts, sans le dire, l'accès direct aux commissions du parlement.

Les modifications constitutionnelles de 2009 leur permettent désormais d'être présents au niveau des commissions parlementaires (qui peuvent auditer des « experts ») et dans la préparation des amendements.

3 Source : « Lobbying in the European Union, édité par le département « droits des citoyens et affaires constitutionnelles du P.E. » en Novembre 2007 ; ref. PE 393.266 : Faute d'un budget suffisant, la commission fait appel aux experts d'entreprises qui suppléent à son manque de moyens.

4 Cette pratique a un autre intérêt : Aux USA, le budget fédéral de fonctionnement des ministères tient compte de l'apport « bénévole » des représentants d'entreprises et donc est maintenu à un niveau bas. Pour l'UE, dont le budget de fonctionnement est bien inférieur aux besoins, la commission admet que sans les lobbies elle n'aurait pas les moyens de faire son travail législatif.

Lu dans la presse:

« **Nouveaux pouvoirs du Parlement : quelles opportunités de lobbying pour les entreprises ?** ». Tel est l'intitulé du document, daté du 5 mai, diffusé par Affaires Publiques Consultants (APC), un des plus gros cabinets de *"conseil en communication institutionnelle"*. Il recense *"les nouveaux espaces d'influence ouverts aux entreprises pour faire valoir leur expertise auprès du législateur"*.

Source : « Le Monde », 19/05/2009

Il y a heureusement des responsables politiques qui ferment leur porte aux lobbies et parfois les combattent. Ce combat est la plupart du temps défensif face à l'immense pouvoir de corruption des lobbies que Raoul Marc Jennar dénonçait il y a quelques années déjà⁵.

4 Le lobbying sort du bois

Les officines de lobbying sont sorties de la clandestinité et leur publicité a envahi l'espace public du net.

Elles proposent désormais aux entreprises leurs services experts et de nouvelles armes d'attaque et de défense dans la guerre économique mondialisée .

Intelligence économique, intelligence sociale, expertise financière et fiscale, opérations dans les paradis fiscaux sont désormais une part importante de leur offre : Conseil de gestion des personnels dans les entreprises inclus.

5 Quelques réalités

L'enseignement du lobbying

Depuis quelques années, une filière liée aux techniques d'influence avec les branches de lobbying , « d'intelligence économique » et « d'intelligence sociale » est apparue dans presque toutes les universités et les plus grandes écoles privées⁶. On y délivre une formation de niveau bac + 5 sanctionnée par un master dans le nouveau format de cursus dit « LMD »⁷ fixé par le processus de Bologne accepté partout en Europe.

5 Raoul Marc Jennar : La trahison des élites, Fayard, 2004

6 <http://www.ie-lobbying.info/wiki/index.php/Accueil>

7 Licence, Master, Doctorat

Trois exemples :

Collège de Bruges (Belgique) : **Master's in european studies** . C'est dit-on le meilleur ticket d'entrée sur le marché du lobbying à Bruxelles.

University College of London (Grande-Bretagne) : **Masters in management**. Les débouchés sont nombreux au sortir de cette prestigieuse école qui a ajouté récemment cette spécialité à son portfolio.

Sciences Po Paris (France) : en liaison avec la fameuse London School of Economics and Political Science, le **Master of public affairs** garantit une insertion professionnelle rapide à ses étudiants au sein du monde des affaires publiques.

Suivant l'école, il en coûtera entre 19 000 et 24 000 euros pour obtenir un Master.

Ces « masters de l'influence » ouvrent désormais des débouchés vers les officines lobbyistes, vers les cabinets ministériels, mais aussi vers les entreprises et même vers certaines associations ou leur compétence sur ce terrain sont parfois appréciées.

Le e-lobbying

L'informatique et les réseaux apportent aux décideurs des sources d'information directes qui n'existaient pas auparavant : le lobbying s'est naturellement investi dans les réseaux pour y proposer ses propres réponses .

Sur le « portail du marketing stratégique » (<http://www.marketing-strategique.com/>), « les echos formation » propose un séminaire intitulé « **Lobbying** : Les leviers d'une stratégie d'influence aux niveaux local, national et international » et son argument est le suivant :

Afin de réussir leurs projets, : les entreprises doivent élaborer une stratégie d'influence adaptée aux attentes et aux évolutions des leaders d'opinion et des décideurs des affaires publiques. Une fois les parties prenantes clairement identifiées, l'entreprise doit établir, animer et maintenir un réseau d'influence adapté à sa culture, à son contexte et à ses projets, permettant ainsi la mise en place d'une "stratégie d'influence".

Le lobbying étend son influence tous azimuts à l'environnement de l'entreprise, social et à son entourage concurrentiel : vers l'intelligence économique mais aussi vers ce que d'aucuns nomment « le management

social » dans les modèles de gestion prétendant au développement durable ⁸.

L'intelligence économique

Véronique Quefelec, cofondatrice du cabinet de conseil en lobbying « Euromédiations » écrit sur son site internet :

Dans un contexte de mondialisation et de guerre économique :

*Le **lobbying** analyse, comprend, déplace rapidement les pièces sur cet échiquier planétaire complexe.*

- **L'intelligence économique, l'intelligence sociale** sont les outils de connaissance de cet échiquier. L'intelligence économique, l'intelligence sociale indiquent le choix des armes. Elles guident le lobbying qui dirige l'influence conduisant à la décision, à l'obtention des marchés.*

L'intelligence économique, c'est l'étude de l'environnement industriel et économique de l'entreprise : une activité qui se distingue de l'espionnage industriel dans la mesure où l'activité n'utilise que des moyens légaux. Comme dans le lobbying, entre influence et corruption, la frontière peut être imprécise.

L'intelligence économique repose sur 3 piliers : **veille, protection des informations** (ne pas faire savoir ce qu'on sait) et ... **influence**.

Intelligence sociale

Les tentatives de contrôle social dans l'entreprise par le patronat ne date pas d'hier : Après la grande peur de 1968, le CNPF de l'époque s'est beaucoup penché sur la question et beaucoup de ses initiatives dont on n'a pas toujours mesuré la portée ont donné des résultats : l'externalisation, l'organisation concurrentielle de la sous-traitance, les délocalisations, la précarisation des emplois, etc. ont cassé les grandes concentrations ouvrières dans lesquelles les syndicats maintenaient de forts noyaux de résistance.

Des expériences « sociales » ont été tentées⁹, supportées par le

⁸ Pour les entreprises, le management social est l'un des trois grands axes de la gestion durable, à savoir: la performance financière (dimension économique), la réponse aux attentes de la société (dimension sociale) et la gestion environnementale (dimension écologique).

⁹ tels les « cercles de qualité », la création des départements de « relations humaines, le « knowledge management », le « management stratégique »

développement des « sciences sociales » et de nouvelles pratiques tendant à mieux gérer les « ressources humaines » pour la recherche du profit maximum. L'appel au développement de techniques nouvelles et les progrès de l'information et des réseaux ont modifié les profils recherchés, moins vers la compétence individuelle et plus à la soumission aux normes entrepreneuriales.

En d'autres termes, moins de gestion tournée vers la satisfaction du client... ou les conditions de travail et plus de pression vers une adhésion totale à la satisfaction de l'actionnaire.

Des exemples fameux notamment en France (France Telecom, Renault ...) sont là pour en rappeler les conséquences non seulement sur le climat social mais aussi sur la santé ou même la vie des salariés.

Le partenariat public-privé, un lobbying abouti

Depuis 2004, l'état peut légalement confier à un opérateur privé l'exercice d'une partie de ses obligations régaliennes, les règles commerciales s'imposant désormais au service public proprement dit. La démonstration la plus immédiate est celle des autoroutes confiés pour leur exploitation ... aux sociétés déjà payées pour les avoir construits.

Le partenariat public-privé a pris un nouveau statut juridique avec les modifications au CGCT¹⁰ et l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004

***Le contrat de partenariat** est un contrat administratif par lequel l'Etat ou un établissement public de l'Etat confie à un tiers, pour une période déterminée en fonction de la durée d'amortissement des investissements ou des modalités de financement retenues, une mission globale ayant pour objet la construction ou la transformation, l'entretien, la maintenance, l'exploitation ou la gestion d'ouvrages, d'équipements ou de biens immatériels nécessaires au service public, ainsi que tout ou partie de leur financement à l'exception de toute participation au capital.¹¹*

L'influence des media ... dans l'influence

La publicité et le marketing ont atteint des sommets et la sous-culture télévisuelle tient le citoyen bien à l'abri des réalités politiques et sociales

¹⁰ Code général des collectivités territoriales

¹¹ Extrait de l'ordonnance 2004-559 du 17 juin 2004

mais la généralisation d'Internet a ouvert en apparence au moins un grand espace de liberté .

Comment maîtriser les réseaux et leur dangereuse liberté de penser ? La voie la plus courante est la désinformation.

- Les infos bidonnées, les rumeurs, la diffamation ciblée sont des méthodes d'influence utilisées quotidiennement en l'absence de contrôle du média.
- Les blogs font l'objet de manipulations fréquentes.
- Les spams et les pop-up nous abreuvent de messages non souhaités, diffusés dans de millions de foyers, qui finissent par influencer y compris ceux qui s'en croient immunisés.

L'influence des media s'exprime aussi par l'intermédiaire des « experts » de la pensée unique appelés par les journaux, la radio, la télé et sur le web à forger des opinions .

On n'aurait garde d'oublier les sondages, auto-corrupteur de l'évènement qu'ils sont supposés analyser.

6 Synthèse

Dans ce système tel que nous venons de l'analyser, les structures démocratiques ont été totalement pervertie : C'est tout aussi vrai dans l'UE que dans ses états membres : l'expertise des entreprise remplace de plus en plus dans le travail législatif la consultation citoyenne et le débat public.

Cette perversion mené au nom de la libre concurrence et de la liberté des marchés a mené le système économique de crise en crise : Ces crises sont la conséquence de la guerre économique qui se mène sur des marchés mondialisés devenus trop étroits pour l'appétit des milieux financiers pilleurs de la planète.

Les pays sous influence rythment les combats à coup de dumping fiscal et social tandis que les salariés paient l'addition.

Les techniques d'influence et l'intelligence économique offrent de nouvelles armes aux entreprises en concurrence autant pour se protéger des attaques extérieures que pour la réalisation de leurs propres objectifs de conquête.

L'intelligence sociale et ses nouvelles formes de manipulation font voler en

éclat ce qui pouvait subsister de protection des salariés dans un code du travail en miettes et bien entendu l'influence des média est utilisée pour nous présenter une réalité totalement manipulée.

7 Que faut-il en penser ?

L'économie de propriétaires, celle des 200 familles ou celle de Henri Ford ou de Louis, Marcel et Fernand Renault est derrière nous.

Les dirigeants des plus grands groupes industriels, y compris les groupes dits « familiaux » ne détiennent pour la plupart qu'une part très minoritaire d'un actionnariat disséminé dans toutes les bourses de la planète ou dans les « dark pools »¹².

Une grande partie de la puissance financière est concentré dans des « fonds de placements » dont les gérants (qui n'en sont pas propriétaires) gèrent l'épargne de millions de gros et de petits porteurs dont le seul souci est le Retour Sur Investissement ainsi que dans des conglomerats financiers et dans les structures financières des sociétés transnationales.

Ce RSI est finalement la seule « valeur » mise en concurrence dans le monde gouverné par la finance, et offerte à la cupidité naturelle de toute personne ayant de l'argent ou des valeurs à placer et souhaitant en retirer des bénéfices.

Peu importe les moyens utilisés pour produire ce RSI, d'où le développement fantastique de ce qu'on appelle l'industrie financière, qui, en dernier ressort, ne peut tirer ses ressources que du travail des hommes et de l'exploitation des ressources de la planète.

Ce constat banal qui en soi n'a rien d'original nous amène pourtant à tirer quelques conclusions sur la situation actuelle :

- Le désir puissant des animateurs des marchés financiers d'éliminer toute forme de régulation étatique ou publique qui pourrait réduire leur liberté de manœuvre, quelles qu'en soient les conséquences sur l'économie réelle.
- Le climat de guerre économique qui règne sur ces marchés financiers puisque chaque gain d'un opérateur se traduira inmanquablement par la perte d'un ou de plusieurs autres, ou par la destruction ou la

¹² 12 marchés alternatifs aux bourses où l'on traite du gré à gré, dans des paradis fiscaux.

manipulation d'une ressource naturelle ou d'une force de travail, au détriment de l'économie réelle.

- Toutes les formes de lobbying, de corruption et d'influences pratiquées avec comme cibles les systèmes politiques pour les asservir aux décisions stratégiques des puissances financières, entraînant les états :
 - a) à renier leurs structures démocratiques au service des intérêts économiques dominants¹³
 - b) à utiliser toutes les formes de propagande et de communication médiatique pour en cacher les conséquences aux citoyens
 - c) à abandonner aux opérateurs financiers et industriels une part de plus en plus grande de leurs responsabilités régaliennes, y compris celles de l'éducation et de la santé, entre autres.
- L'organisation de la guerre économique au plan mondial entre territoires industriels et entreprises, au bénéfice des stratégies financières, par la mise en concurrence systématique, les délocalisations, les externalisations, le contrôle des investissements et des capitaux, les restructurations, avec pour seul objectif le RSI et la manipulation de la valeur des actions sur les marchés.
- Le désordre monétaire et économique actuel
- Le développement de toutes les techniques d'influence et de manipulation citées ci-avant dans le tissu économique et social, pour désarmer toute tentative de réappropriation démocratique d'objectifs de développement, de croissance et de protection des ressources de la planète qui pourrait remettre en cause le système.

En bref : Les salariés dans les entreprises comme les citoyens dans la société sont de fait les supplétifs et les soldats d'une guerre économique subie sous le contrôle des puissances financières.

L'objectif n°1 doit être de faire cesser cette guerre en en désarmant les protagonistes :

- Régulation des échanges et de la concurrence

¹³ Ainsi quand un peuple « vote mal », comme plusieurs fois l'Irlande ou plus récemment la Slovaquie, on le fera revoter ou comme en France on changera le texte pour que les parlementaires se substituent au peuple et le ratifient.

- Reprise du contrôle de la monnaie par la puissance publique et mise sous tutelle citoyenne des banques
- Taxes globales et mise sous contrôle strict de la spéculation
- Interdiction des produits financiers dérivés et encadrement de l'effet de levier.

Il n'y a pas de démocratie en temps de guerre : Le retour à un état de paix économique et sociale devra s'accompagner d'une redéfinition d'un cadre démocratique qui pourra alors faire le tri entre techniques de communication et techniques d'influence, mais rien n'empêche dès à présent mobiliser les citoyens dans la société comme dans les entreprises pour les amener à exiger les changements politiques nécessaires à la restauration de leur citoyenneté.

Débat ouvert.

LA DEMOCRATIE EST LE PIRE DES REGIMES POLITIQUES ... A L'EXCEPTION DE TOUS LES AUTRES .

(Winston Churchill, 1944)

...mais de quelle démocratie parlait-il ?

La démocratie est une construction politique : Son principe même la rend fragile et sensible à la manipulation idéologique.

Depuis la fin de la guerre, notre modèle de démocratie repose (pour ce qu'il en reste encore) sur l'idée d'une économie re – distributive, d'une liberté dans la solidarité et d'une organisation collective s'appuyant sur des services publics gérée sous la responsabilité citoyenne. En octobre 2007 à la tribune de l'association « le siècle », le vice-président du MEDEF ¹⁴ a publiquement souhaité le démantèlement du programme du CNR en ajoutant : « Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde ». C'était quelques mois à peine après la dernière élection présidentielle.

Il faut dire que ce projet a déjà partiellement réussi à tel point que aujourd'hui la maîtrise des événements échappe non seulement aux citoyens mais même pour une bonne part aux décideurs politiques

-O-O-O-O-O-

Annexe 2

Démocratie et Marché

La propagande néolibérale le prétend : le libre marché est un élément de la démocratie occidentale : Les traités de l'U.E. placent le libre marché au premier rang des libertés garanties dans l'Union.

En réalité, l'organisation des échanges n'a jamais été qu'un outil dans le système économique, les marchés sont au service de leurs opérateurs. Ils constituent un support d'échange que le cadre démocratique était supposé contrôler.

S'abstraire de tout contrôle a toujours été le rêve des capitalistes mais avec l'avènement du néolibéralisme, le système économique appuyé sur les marchés est complètement sorti du champ démocratique et il n'accepte plus aucune régulation, qu'elle soit citoyenne ou régaliennne.

Avec la complicité des politiques, il est même devenu illégal de s'opposer à la libre concurrence ou aux marchés au nom de l'intérêt public.

Nous avons donc une démocratie qui se heurte au mur de l'économie et un

¹⁴ Denis Kessler, également Président du « siècle », club d'élites politiques et patronales autoproclamé dont le président suivant sera ... Nicole Notat, ex secrétaire générale de la CFDT

véritable conflit d'intérêt majeur se traduisant par un rapport de force actuellement défavorable à la démocratie.

Pour autant la fonction d'échange réalisée par les marchés est incontournable dans tout système économique organisé.

Il faut donc, comme Attac le répète depuis 13 ans, désarmer les marchés, les contrôler, autrement dit les ramener dans l'espace démocratique et sous contrôle citoyen.

C'est un combat idéologique et politique qui n'exclut pas au contraire la lutte sociale.

-O-O-O-O-O-

Annexe 3

Ils sont très peu, nous sommes des milliards

Cette notion de notre multitude a de quoi nous réchauffer le cœur : Si seulement nous le voulions, qu'il nous serait facile de réduire à merci cette poignée d'oligarches qui, depuis plus de 3 siècles, sous les avatars divers du capitalisme nos tiennent sous leur joug !

Il y a pourtant un petit doute : Ca ne marche pas, ça n'a jamais marché, même quand ici ou là un peuple a mené à bien sa révolution, renversé un tyran, brisé une dictature, ou plus pacifiquement amené au pouvoir un régime démocratique plus ouvert au social, il y a toujours eu un moment où les marchands se sont à nouveau installés dans le temple et y ont ré-ouvert leurs boutiques vendant de la misère et des inégalités, qu'ils les peignent sous les couleurs des lendemains qui chanteront ou sous le vert de l'économie durable.

Pourquoi cette fatalité de la dérive anti-démocratique et de la corruption des systèmes sociaux ? Parmi d'innombrables causes, les plus souvent citées sont l'individualisme des humains, présenté comme une tare génétique, avec son cortège d'ambitions, de jalousies, de conflits d'intérêts réels ou supposés, de croyances religieuses et par ailleurs tout simplement ... l'imperfection d'un système démocratique dans lequel la soif de liberté pour la plupart les conduit à laisser à d'autres qui visiblement y prennent plaisir les responsabilités collectives.

En définitive, seule la construction d'un cadre démocratique, qui encadre les ambitions, avec de corps publics chargés de les faire respecter sont capables de maintenir le degré de liberté individuelle compatible avec l'intérêt collectif.

-O-O-O-O-O-

Annexe 4

Intelligence économique

Le concept repose sur un constat (qui en lui-même mériterait un débat) sur le fait que le « capitalisme cognitif » a renvoyé aux vieilles lunes des réalités anciennes comme le « Fordisme » et la « valeur travail »¹⁵.

Suivant l'auteur cité, le capitalisme cognitif est un avatar du capitalisme dont le mode de production repose sur « le travail de coopération des cerveaux réunis en réseau au moyen d'ordinateurs ». Cela ne remet en cause ni l'appétit de puissance de chacun de ses acteurs, ni le besoin de concurrence du système et la tendance cannibale des groupes économiques organisés : Simplement, cela traduit le fait que dans une société multi-millénaire, l'accumulation des connaissances et la multiplicité des chemins pris par le développement ont tissé un réseau de connaissances si important qu'utiliser ce réseau suppose un esprit de coopération dépassant les capacités d'un staff d'entreprise limité et requiers un réseau d'information et de prise de décision quasi planétaire.

Ceci s'oppose par nature et en pratique à des notions comme « protection des marchés, « propriété industrielle », liberté économique, esprit de conquête, toutes notions qui depuis des siècles mais aussi et peut-être surtout depuis la montée en puissance du néolibéralisme motive et pousse en avant les grands aventuriers financiers chantres de la libre entreprise. Le résultat de cette situation paradoxale est « l'intelligence économique » devant permettre à chaque entrepreneur de s'insérer dans le réseau mondial de communication et d'accumulation des compétences ... tout en se protégeant des autres.

C'est ainsi que bien que ses laudateurs s'en défendent les structures de l'intelligence économique se rapprochent beaucoup de l'intelligence militaire, nom sympathique de l'espionnage, dans sa partie la plupart du temps légale d'analyse comme dans sa partie plus sombre de recherche de renseignements stratégiques et bien cachés.

L'intelligence économique des entreprises, à partir de sources et de moyens légaux, s'intéresse à l'activité du voisin, à la protection – ou au contournement – des brevets, aux offres et aux marchés innovants, aux règlements administratifs et aux normes, utilisent les moyens du lobbying pour faire face aux menaces administratives, normatives ... ou concurrentielles. Comme le

¹⁵ *Le capitalisme cognitif, la nouvelle grande transformation, Yann Moulier-Boutang, Editions Amsterdam*

lobbying, la barrière entre légal et illégal peut être bien mince et il arrive qu'un scandale dans une entreprise stratégique nous fasse entrevoir que, en effet, l'espionnage industriel existe.

Dernier détail : beaucoup de PME n'ont pas les moyens d'une intelligence économique intra-muros : C'est l'une des raisons pour laquelle la fonction s'installe en sous-traitance mercenaire dans les officines lobbyistes.

-0-0-0-0-0-0-

Annexe 5

Intelligence sociale

Le dépérissement (dans l'esprit néo-libéral en tout cas) de la valeur du « capital travail » et son remplacement par une espèce de « capital connaissances » non pas collectif (on pourrait alors en discuter) mais mondialisé, et plus ou moins ouvert à la conquête et au pillage a évidemment des conséquences sur les humains que nous sommes, sur les conditions, les buts et la valorisation du travail individuel et bien entendu sur l'organisation et les relations humaines dans l'entreprise.

Entre ouverture obligée au monde et sa propre protection, l'entreprise est paranoïaque et le climat de préparation à la guerre permanent¹⁶. Dans un carcan resserré par la concurrence, la pression financière et actionnariale, les mutations technologiques, la seule variable d'ajustement tolérée aux managers est sur l'effectif, les salaires et les conditions de travail sans marges de négociations.

Ce qui devrait être toujours la solution : « ce problème existe et est sûrement résolu ailleurs » est devenu le principal problème car « ailleurs » est le concurrent et l'ennemi. Le salarié, lui, est le supplétif, le soldat involontaire d'une guerre qui n'est pas la sienne. Une fois encore, on sera frappé par le parallélisme : L'organisation découlant de l'intelligence sociale a beaucoup de points communs avec l'organisation militaire : C'est le système de la soumission, de l'obéissance aux règles et de la négation d'une valeur individuelle pouvant venir en conflit de la règle. C'est devenu la pratique chez France Télécom, à la banque postale, chez Renault ...

-0-0-0-0-0-0-

¹⁶ pour les entreprises grandes et moyennes, et souvent pour les PME liées aux donneurs d'ordre par le plan de charge et les groupes financiers.

Délégations de service public :

Du public vers le privé .la doxa néolibérale professe que l'état n'est pas la solution mais le problème, d'où la démission progressive de l'état de ses responsabilités régaliennes, ou encore la création de partenariats public-privé qui dans la majorité des cas aboutit au contrôle et à la direction de l'activité en cause par le partenaire privé et suivant ses règles.

Le L€M¹⁷ (ce sigle ne s'invente pas) vient de signer avec l'université de Bordeaux une convention de partenariat public-privé dont l'objectif est de mettre l'université Bordeaux II en phase avec « les besoins de l'industrie pharmaceutique », autrement dit en bon français : Adapter les programmes de formation aux besoins de l'industrie signataire.

Cela fait chaud au cœur de constater que le service public universitaire tient à garder ses distances avec les marchands de médicaments.

Les « pôles d'excellence » : Dans le cluster MINATEC à Grenoble, l'INP comme l'Université Joseph Fourier sont au service prioritaire des multinationales comme ST-Microélectronique ou Motorola qui y forment leurs ingénieurs dont ils financent les masters avant de les intégrer dans leurs équipes.

Chez les thésards, des sujets comme « les conséquences à long terme des nanotechnologies sur la santé humaine » ou sur « RFID et liberté » ont peu de chances d'être financés. Elles prennent de plus en plus l'allure de vente du service lui-même au secteur privé, avec une charte plus ou moins large d'obligations universelle de SP en contrepartie de la liberté de gestion suivant les lois du marché.

Information du « Canard Enchaîné » du 21 septembre : Depuis la privatisation des autoroutes, entre licenciements, démissions, ruptures de contrats et départs à la retraite non remplacés, 12,2% des emplois du réseau routier ont été supprimés, parfois au détriment du service ou de la sécurité.

Dans une communauté nationale soumise au chômage massif, tout emploi supprimé, économie pour l'industriel sera accompagnée d'une mesure d'assistance à la charge des salariés restant (assurance chômage) ou du contribuable (RMI,RMA)

¹⁷ syndicat de l'industrie pharmaceutique